

NON à l'initiative populaire « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse »

Les membres de l'IG BIO sont des entreprises certifiées biologiques et s'engagent fermement en faveur d'une agriculture et d'une industrie alimentaire biologiques produisant de manière durable. L'IG BIO s'engage à promouvoir le bio en Suisse, également dans le but de réduire au strict minimum les résidus de pesticides dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux.

Les entrepreneurs suisses du secteur de l'alimentation humaine et animale biologique estiment qu'il est urgent d'agir pour limiter l'utilisation des pesticides. **En principe, l'IG BIO salue donc l'idée de l'initiative « Pour une Suisse sans pesticides de synthèse » et soutient le développement vers une « Suisse Bio ».**

Néanmoins, l'IG BIO **ne peut accepter l'initiative sous cette forme** en raison des considérations suivantes :

- **Interdiction globale** : L'initiative sur les pesticides réclame l'interdiction des pesticides de synthèse en Suisse dans la production agricole, dans la transformation des produits agricoles, dans l'entretien du sol et du paysage, ainsi que dans l'importation ou la production de denrées alimentaires.
- **Uniquement bio en Suisse** : En supposant que les pesticides de synthèse actuellement autorisés dans la production biologique sont exclus de cette interdiction, seulement les produits biologiques pourraient être produits et importés en Suisse.
- **Plus de production biologique, mais aussi plus d'importations** : Cela entraînerait une augmentation bienvenue de la production et de la consommation de produits biologiques en Suisse. Toutefois, la conversion de toutes les exploitations à la production biologique conduirait probablement à un degré d'autosuffisance plus faible en raison du rendement inférieur par hectare des produits biologiques. Cela entraînerait une augmentation globale des importations de matières premières et de produits transformés.
- **Augmentation des coûts de production, diminution des exportations, baisse de la demande** : En raison de l'augmentation des coûts de production, le désavantage concurrentiel des exportations suisses de produits conventionnels, déjà lié aux prix, serait encore aggravé. Les exportations diminueraient, ce qui entraînerait un affaiblissement de la production nationale de produits transformés et donc une baisse de la demande de matières premières suisses.
- **Une empreinte écologique plus importante ?** L'empreinte écologique nette pourrait augmenter, même si seuls des produits biologiques sont consommés. Cela s'explique par le fait que l'on importerait beaucoup plus qu'auparavant (le degré d'autosuffisance diminuerait) et que le tourisme d'achats augmenterait (en raison de la hausse des prix intérieurs). Certes, moins de touristes viendraient en Helvétie (en raison des prix plus élevés), mais beaucoup plus de Suisses voyageraient à l'étranger en raison des prix plus bas (et consommeraient donc éventuellement des produits moins respectueux de l'environnement).
- **Des conséquences inconnues ?** L'IG BIO promeut et appelle explicitement au développement d'une production et d'une consommation plus biologiques. Cependant, les effets de l'initiative sur le système global

semblent être bien trop peu étudiés en raison des interactions très complexes et donc extrêmement peu clairs. Il n'est même pas certain que l'effet net de l'initiative, considéré sur l'ensemble des pays, soit positif ou même négatif en termes de promotion d'une alimentation plus respectueuse de l'environnement. Ainsi, il faut d'abord étudier sérieusement ces questions avant de pouvoir approuver une initiative aux effets aussi complexes.

- **La responsabilité de la politique** : Les entrepreneurs bio en particulier prennent déjà très au sérieux les défis abordés dans l'initiative. Ils travaillent quotidiennement à la mise en œuvre des exigences de l'ordonnance sur l'agriculture biologique, notamment la réduction générale des pesticides. Toutefois, cette évolution doit se faire en tenant compte et en connaissant précisément les effets globaux écologiques, politiques et économiques.

L'IG Bio regrette que le Parlement ait reporté indéfiniment la discussion sur la nouvelle politique agricole (« PA 22+ ») et que l'objectif d'une avancée de l'écologisation de l'agriculture, dont le besoin est urgent aujourd'hui, se soit ainsi éloigné davantage. Elle se félicite toutefois de l'adoption par le Parlement de l'initiative parlementaire « Réduire les risques de l'utilisation de pesticides », qui fixe désormais des objectifs de réduction spécifiques pour les pesticides. Celles-ci offrent la souplesse et le pragmatisme nécessaires pour progresser efficacement vers l'objectif de réduction de l'utilisation de pesticides. Toutefois, l'IG BIO appelle les responsables politiques à rechercher activement des solutions plus abouties, afin de tenir compte des préoccupations justifiées de l'initiative pour une agriculture aussi proche que possible de la nature. Elle rejette en revanche l'initiative en raison de ses conséquences peu mesurables.

Contact :

Niklaus Iten, Président (076 415 21 28, niten@bio-familia.com).

Karola Krell Zbinden, Secrétaire Générale (031 352 1188, karola.krell@foodlex.ch)

L'IG BIO (*Interessengemeinschaft BIO*) réunit des entrepreneurs suisses de l'alimentation biologique issus du commerce de gros, de la logistique, de la transformation et de la vente au détail. Le bio est intersectoriel et se retrouve dans presque toutes les catégories d'aliments ; de la viande et du poisson aux pâtes, des soupes et du chocolat au muesli et aux jus de fruits.

Depuis sa fondation en mai 2015, l'IG BIO sert d'interlocutrice, de représentante et de formatrice d'opinion. Elle est reconnue par les offices fédéraux et les autorités d'exécution ainsi que par d'autres organisations bio en tant que représentante des intérêts du secteur bio en Suisse.